

Protocole de collaboration entre les Services du Gouvernement et le Lycée Guy Cudell, établissement inscrit dans l'expérience-pilote « Ecoles présentant un écart significatif de performances »

Préambule

Cette expérience-pilote s'inscrit dans le cadre du Pacte pour un Enseignement d'Excellence et dans l'esprit de l'article 67/2 du décret Missions du 24/07/1997.

Encadrée par un Comité de pilotage, cette expérience-pilote a pour but d'aider les écoles dont les performances semblent présenter un certain « écart de performances » par rapport à la moyenne des établissements et à réduire cet « écart de performances » présumé en élaborant un dispositif de rattrapage, ci-après dénommé « dispositif d'ajustement ».

Cette expérience-pilote s'est déroulée en deux phases :

- La première phase avait pour but d'identifier les établissements « en écart de performances » à partir de critères objectifs. Après que les écoles aient été sélectionnées pour participer à l'expérience-pilote, le Service général de l'Inspection a réalisé une mission d'audit dans ces établissements. A l'issue de chacune de ces missions d'audit, les auditeurs ont établi un diagnostic complet et objectif de la situation sur le terrain, repéré des leviers à actionner et formulé des objectifs spécifiques à atteindre par l'établissement.
- La deuxième phase de l'expérience-pilote vise à établir le « dispositif d'ajustement », et à le mettre en place pour une période déterminée. Ce dispositif combine un soutien et un accompagnement des Fédérations de pouvoirs organisateurs et des ressources proposées aux écoles par les services du Gouvernement, qui contribuent à mettre en œuvre les actions permettant d'améliorer la situation de l'établissement et de réduire l'« écart de performances » constaté. Le protocole vise à confirmer les engagements pris au terme de la discussion relative au « dispositif d'ajustement » : d'une part les engagements relatifs aux actions et leviers d'amélioration de la situation pris par la direction et son PO, et d'autre part les engagements relatifs au soutien et à l'accompagnement que les Fédérations de pouvoirs organisateurs vont mettre à la disposition des établissements, ainsi que ceux relatifs aux ressources que les services du Gouvernement vont pouvoir offrir aux écoles.

Vu la présence du Lycée Guy Cudell dans la liste des écoles pour lesquelles un « écart de performances » par rapport aux moyennes a été constaté à partir des indicateurs retenus par le Comité de pilotage de l'expérience-pilote : climat de l'école, parcours et résultats des élèves et équipes pédagogiques ;

Vu l'inscription volontaire de l'établissement dans le projet-pilote décrit dans le préambule ;

Vu le diagnostic réalisé par le Service général de l'inspection et présenté le 17 mai 2017 aux représentants du pouvoir organisateur et à la direction de l'établissement ;

Vu les objectifs spécifiques à poursuivre par l'établissement en vue de réduire l'écart de performance, définis par le Service général de l'inspection au regard de ce diagnostic ;

Vu la proposition de « dispositif d'ajustement » établie par la direction de l'établissement selon les modalités et le canevas validés par le Comité de pilotage de l'expérience-pilote ;

Vu l'accord du pouvoir organisateur sur la proposition de « dispositif d'ajustement » donnée le 18 décembre 2017;

Vu l'avis de la COPALOC donné le 30 novembre ;

Vu (le cas échéant, l'avis de la cellule de conseil et de soutien pédagogique de la fédération de pouvoirs organisateurs donné le xxx): sans objet ;

Vu l'analyse de la pertinence de la proposition de « dispositif d'ajustement » par rapport aux objectifs à poursuivre par l'établissement en termes de réduction de l'écart de performance au regard de ce diagnostic réalisée par Madame Anne Hicter, expert et Madame Isabelle Petit, chargée de mission auprès de l'AGE.

Les Services du Gouvernement de la Communauté française, représentés par Monsieur Jean-Pierre Hubin, Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement d'une part

Et

Le Pouvoir organisateur du Lycée Guy Cudell, d'autre part, représenté par ordonnance par le Secrétaire communal, Monsieur Patrick Neve, et par le Collège des Bourgmestre et Echevins, l'Echevin délégué, Monsieur Philippe Boïkete

ont convenu ce qui suit :

1. Modalités du dispositif

Le protocole de collaboration est finalisé sur la base d'une proposition de « dispositif d'ajustement » rédigée par le Chef de l'établissement en collaboration avec l'équipe éducative, approuvée par le pouvoir organisateur et soumise à l'avis des organes locaux de concertation, ainsi que, le cas échéant, du Service du conseil et de soutien pédagogiques dans l'enseignement organisé par la Communauté française et des cellules de conseil et de soutien pédagogiques dans l'enseignement subventionné.

Le chef d'établissement peut solliciter, pour rédiger la proposition de « dispositif d'ajustement » l'appui des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné ou du Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française tels que visés par l'article 4 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

Le Pouvoir Organisateur et le Chef d'établissement du Lycée Guy Cudell s'engagent à mettre en œuvre un « dispositif d'ajustement » conforme à la **proposition figurant en annexe 1**.

Ce dispositif s'inscrit dans une démarche collective, il poursuit les objectifs spécifiques déclinés, pour certains, en micro-objectifs et inclut des **actions prioritaires et résultats attendus repris dans les tableaux synthétiques suivants et explicités en annexe 1 (a à d) :**

Tableaux synthétiques :

Objectif 1	
Exploiter sans délai l'ensemble du NTPP et des moyens alloués au profit des élèves et répartir ces heures dans l'objectif d'une meilleure efficacité pédagogique, notamment en ce qui concerne la coordination des équipes et la remédiation. Revoir fondamentalement l'organisation de l'aide aux élèves en difficulté : organiser la remédiation, faire des PIA des outils diagnostiques et prospectifs, mettre en œuvre un véritable plan collectif de formation continue (FLE, méthodologie de la remédiation ...).	
Résultats attendus	Description sommaire de/s l'action/s prioritaire/s
<p>Action 1 : remaniement de la remédiation</p> <p>Meilleur suivi des difficultés des élèves : pour les élèves du 1^{er} degré via le PIA et le carnet de remédiation ; pour les élèves des degrés suivants, via le carnet de remédiation (avoir action prioritaire 2)</p> <p>Dès octobre et après analyse du portefeuille du NTPP pour allouer les périodes requises pour la remédiation → Mise en place plus effective de l'organisation de celle-ci. Implication et responsabilisation accrues des élèves dans leurs apprentissages.</p> <p>Implication et responsabilisation accrues des MDP.</p> <p>Implication et responsabilisation accrues des parents</p> <p>Permettre une meilleure prise de connaissance, par le PO, du terrain et de la réalité des enseignants</p>	<p>Action 1 : remaniement de la remédiation</p> <p>Pour les élèves du 1^{er} degré :</p> <p>Inscription des élèves en remédiation pour une période déterminée par les enseignants ; la remédiation est individualisée en fonction des difficultés rencontrées par chacun ; le PIA (voir annexe 2) sert d'outil complémentaire pour les élèves qui connaîtraient des difficultés majeures.</p> <p>Optimisation de l'utilisation du PIA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PIA a déjà été revu et remodelé en mai/juin 2017 ; - Intégration dans les Conseils de classe du mois de novembre 2017 et généralisation de cet outil auprès des enseignants concernés. <p>Pour les élèves des 2^{èmes} et 3^{èmes} degrés (groupe de maximum 10 élèves) :</p> <p>Les heures de remédiation sont intégrées dans l'horaire ; vu le taux important d'échecs générés dans ces degrés, les enseignants seront particulièrement attentifs à l'efficacité de celle-ci. Ils bénéficient, de plus, de la structure d'aide « Tutorat Scola ULB ».</p>
<p>Action 2 : structuration de la remédiation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un carnet de remédiation : outil d'évaluation plus adapté pour le suivi de l'avancement des élèves en remédiation ; formalisation de ce double outil d'évaluation formative (Auto-évaluation (métacognition/évaluation formative par les enseignants) >amélioration, correction et réajustement des apprentissages de l'élève. Cet outil devrait-il être généralisé à tous les élèves : - pour une utilisation préventive afin de déceler au plus tôt les éventuelles difficultés des élèves - lors de l'entrée en remédiation, dans une utilisation dynamique, afin de s'apparenter à un dossier d'accompagnement structurant l'observation et l'analyse des difficultés d'apprentissage <p>- Outil plus fonctionnel et plus performant que le carnet de remédiation</p>	<p>Action 2 : structuration de la remédiation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Systématisation d'un carnet de remédiation (carnet de liaison entre l'enseignant du cours et celui en charge de la remédiation), par classe, détaillant le travail que l'élève doit effectuer. L'élève intégrera dans le cours visé par la remédiation un document de suivi relatif à son travail. De façon à impliquer les parents, et afin de les informer des attentes précises des professeurs, cette partie remédiation devra être signée par eux. <p>-Projet: utilisation de l'application « Padlet », outil collaboratif en ligne permettant de créer et de partager des murs virtuels</p>
<p>Action 3 : Intégrer de nouvelles pratiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer l'autonomie des élèves, leur responsabilisation face à leurs apprentissages ; instaurer une plus grande solidarité en classe par le biais de la remédiation immédiate ou par la pratique de la pédagogie différenciée ; initier une coopération systématique entre pairs. - Pour les enseignants : travailler avec des outils 	<p>Action 3 : Intégrer de nouvelles pratiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer dans le cours de remédiation, pour les élèves du 1^{er} degré, des séances sur les stratégies d'apprentissage (méthode de travail-gestion mentale-intelligences multiples). - Généraliser la pratique de la remédiation immédiate en renforçant la différenciation. - Intégrer la remédiation systématique par les pairs

d'évaluation plus adaptés pour le suivi de l'avancement des élèves et le diagnostic de leurs difficultés afin de mieux prévenir celles-ci avant de remédier.	- L'atelier pédagogique personnalisé pour les élèves des 2 ^{ème} et 3 ^{ème} degrés (favoriser l'autonomie des élèves dans l'avancement de leurs apprentissages) ; à intégrer dans la salle d'étude/bibliothèque).
Action 4 : augmentation des moyens matériels et pédagogiques Renforcement du bien-être et du confort pédagogique des enseignants et des élèves.	Action 4 : augmentation des moyens matériels et pédagogiques - Investissement systématique dans le matériel pédagogique (atlas, divers référentiels grammaticaux et textuels, dictionnaires en suffisance, manuels,...) - Aménagement de la salle d'étude conformément au ROI (voir supra-objectif 2) - Si le NTPP le permet, soutenir l'équipe éducative du degré différencié en renforçant le soutien pédagogique dans la classe (binôme enseignants). - Si le NTPP le permet, organisation d'heures de remédiation dans les matières scientifiques.
Action 5 : mise en œuvre d'un plan collectif de formation continue Renforcement pédagogique des enseignants et soutien amélioré des élèves.	Action 5 : mise en œuvre d'un plan collectif de formation continue Le lycée accueille des élèves qui ont, pour certains, un parcours scolaire chaotique (classe DASPA) ; d'autres élèves, non scolarisables en classe DASPA, pour des raisons administratives, sont intégrés dans le degré différencié. Les enseignants sont en demande de formation en FLE
Délai de réalisation : Action 1 : à partir d'octobre 2017 + toute l'année académique 2017-2018 Action 2 : - à partir d'octobre 2017 + toute l'année académique 2017-2018 - année académique 2018-2019 (pour le projet Padlet) Action 3 : à partir de novembre 2017 + toute l'année académique 2017-2018 ; prolongation probable jusqu'en 2018-2019 Action 4 : année académique 2017-2018 Action 5 : Année académique 2017-2018/ 2018-2019	
Ressources sollicitées : <i>Assistance, accompagnement ou soutien de la FPO / PO</i>	Ressources sollicitées : <i>Ressources mises à disposition par les services du Gouvernement</i>
Action 1 : intervention des conseillers pédagogiques dans les matières concernées par la remédiation (français, mathématiques, langues modernes) Action 2 : intervention d'un conseiller pédagogique Action 3 : - conseillers pédagogiques spécialisés dans les pratiques « méthode de travail » - conseillers ou directions d'écoles ayant recours à ce genre de pratiques (tutorat par les pairs/gestion mentale...) Action 4 : PO Action 5 : CPEONS/Conseillère pédagogique du PO	Action 1 : / Action 2 : / Action 3 : / Action 4 : / Action 5 : /
Ressources octroyées :	Ressources octroyées :
Action 1 : intervention des conseillers pédagogiques dans les matières concernées par la remédiation (français, mathématiques, langues modernes) Action 2 : intervention d'un conseiller pédagogique Action 3 : - conseillers pédagogiques spécialisés dans les pratiques « méthode de travail » - conseillers ou directions d'écoles ayant recours à ce genre de pratiques (tutorat par les pairs/gestion mentale...) Action 4 : PO Action 5 : CPEONS/Conseillère pédagogique du PO	Action 1 : / Action 2 : / Action 3 : / Action 4 : / Action 5 : /

Objectif 2	
Etablir et respecter un plan d'équipement pédagogique et d'aménagement des locaux (salle d'étude, bibliothèque...). Veiller à la maintenance des bâtiments et remédier rapidement aux lacunes constatées au point E du rapport.	
Résultats attendus	Description sommaire de/s l'action/s prioritaire/s
Action 1 : aménagement d'une salle polyvalente d'étude/bibliothèque - Amélioration du bien-être et du confort des élèves grâce à une salle/bibliothèque où ils peuvent étudier, réaliser leurs travaux, diverses recherches, ... - Renforcement du bien-être et du confort pédagogique des MDP ; les enseignants disposent d'une salle supplémentaire dans laquelle ils peuvent initier des projets avec les élèves.	Action 1 : aménagement d'une salle polyvalente d'étude/bibliothèque - aménagement d'une salle polyvalente pour les élèves dans le local 101 car plus stratégique, sécuritaire et en respect du bien-être des élèves et MDP. - commande de matériel et mobiliser pour son aménagement (imprimantes, étagères, armoires fermant à clé + coin bureau section Auxiliaire Administratif et d'Accueil).
Action 2 : Réaménagement de la cour de récréation/décoration à l'intérieur du Lycée Guy Cudell - Amélioration de la qualité des climats relationnel et éducatif (inclusion des élèves dans l'embellissement de leur école et dans les projets en général). - Renforcement du bien-être du confort dans l'école.	Action 2 : Réaménagement de la cour de récréation/décoration à l'intérieur du Lycée Guy Cudell - la phase 2 de la Mission d'étude pour la réalisation des divers travaux de rénovation prévoit de nombreuses opérations d'entretien, de maintenance et de réaménagement des locaux (voir annexes 3 et 4 du dispositif d'ajustement) -l'équipe éducative et les élèves sont lancés dans divers projets de décoration : projet « congo », cyber-harcèlement, décoration thématique des couloirs sur le thème Nations/cultures, projet MURSMURS (dans le cadre de l'appel à projets de la campagne : « la Déclaration universelle des droits de l'Homme, tout un programme »).
Action 3 : Rénovation cantine scolaire : Amélioration du bien-être et du confort des élèves par la création d'un local adapté pour se restaurer	Action 3 : Rénovation cantine scolaire Prévision de rénovation de la cantine/réfectoire Les travaux de rénovation de la cantine scolaire prévoient un nouvel aménagement de la cantine pour environ 60 places (120m2), une nouvelle cloison avec partie vitrée, une cuisine de réchauffe avec de nouveaux équipements (y compris techniques spéciales) (35m2), un nouveau local poubelle (10m2) et les travaux de finitions au sol, murs et plafonds.
Action 4 : Installation wifi Amélioration des conditions de travail.	Action 4 : Installation wifi Prévision d'installation du wifi- voir annexe 3-phase 1 des travaux de rénovation. Les travaux prévoient un nouveau réseau structuré data

	avec câblage en fibre optique et d'autres types de câblage conformes aux normes en vigueur. Des nouvelles prises data seront également prévues. La mise en place d'un réseau Wifi n'est pas prévue dans ce marché mais peut aisément se faire dès que les travaux concernés seront finalisés.
Action 5 : Pallier les divers problèmes de sécurité Mise en conformité des installations du Lycée Guy Cudell	Action 5 : Pallier les divers problèmes de sécurité - Prévoir une signalétique relative à l'évacuation des locaux (le conseiller en prévention doit disposer des clés de tous les locaux)/ - Laboratoire de physique/chimie/sciences naturelles : prévision de rénovation des labos.
Action 6 : Travaux sur l'état général du bâtiment interne Amélioration des conditions de travail, du bien-être et du confort de chacun	Action 6 : Travaux sur l'état général du bâtiment interne - Divers travaux sur l'état général du bâtiment interne, de différents locaux dont les toilettes et la salle de sports. - Pour un meilleur contrôle d'accès au lycée : création d'une nouvelle entrée avec un local pour le surveillant + nouveaux locaux destinés aux éducateurs et au personnel ; rénovation de la loge du concierge. - Création de vestiaires et de sanitaires pour le personnel d'entretien. - aménagement de la cour de récréation (nouvelle grille, isolation du plafond, création de gradins, démolition des châssis existants).
Délai de réalisation :	
1. Action 1 : à partir de novembre 2017+ toute l'année académique 2017-2018 2. Action 2 : à partir de novembre 2017+ toute l'année académique 2017-2018 3. Action 3 : année académique 2018-2019 4. Action 4 : année académique 2018-2019 5. Action 5 : années académique 2018-2020 6. Action 6 : années académique 2017-2020	
Ressources sollicitées : <i>Assistance, accompagnement ou soutien de la FPO /PO mises en œuvre pour cette action</i>	Ressources sollicitées : <i>Ressources mises à disposition par les services du Gouvernement</i>
Action 1 : / Action 2 : budget communal pour la réalisation financière des divers travaux de rénovation (département Travaux publics) Action 3 : PO Action 4 : PO Action 5 : PO	Action 1 : / Action 2 : / Action 3 : FWB (P.P.T) Action 4 : / Action 5:/
Ressources octroyées :	Ressources octroyées :
Action 1 : / Action 2 : budget communal pour la réalisation financière des divers travaux de rénovation (département Travaux publics) Action 3 : PO Action 4 : PO Action 5 : PO	Action 1:/ Action 2:/ Action 3 : FWB (P.P.T) Action 4 : / Action 5 : PO

Objectif 3	
Conférer à la direction stabilisée une autonomie dans la gestion de l'établissement et des problèmes rencontrés au quotidien.	
Résultats attendus	Description sommaire de/s l'action/s prioritaire/s
Renforcement de la collaboration entre le PO et la Direction	Clarification/ analyse de la lettre de mission du préfet - clarification/ analyse de l'adéquation entre les fonctions réellement dévolues au préfet et sa lettre de mission - analyse de l'ordre de service spécifiant les missions gérées par le PO et celle gérées par la direction (cfr. Copaloc 19/09/16).
Délai de réalisation :	
Octobre 2017-juin 2018	
Ressources sollicitées : <i>Assistance, accompagnement ou soutien de la FPO / PO mises en œuvre pour cette action</i>	Ressources sollicitées : <i>Ressources mises à disposition par les services du Gouvernement</i>
CPEONS/ PO	/
Ressources octroyées :	Ressources octroyées :
CPEONS/ PO	/

Objectif 4	
Coconstruction du ROI, du RGE, du projet d'établissement et pédagogique et du PAC ; mettre à disposition de tous les documents que le cadre légal impose.	
Résultats attendus	Description sommaire de/s l'action/s prioritaire/s
Action 1 : Coconstruction du ROI - Chez les élèves renforcement du sentiment de justice et de sécurité grâce à un cadre disciplinaire clair et juste. - Chez les enseignants : harmonisation des consignes et clarification du règlement	Action 1 : Coconstruction du ROI Déjà initiées et finalisées
Action 2. Coconstruction du RGE - Harmonisation d'une structure interne commune aux schémas de passation des épreuves de qualification des différents OBG - Meilleure structure du parcours d'apprentissage des élèves -Systématisation des pratiques collaboratives entre enseignants	Action 2. Coconstruction du RGE - Analyse des différentes épreuves et examens par degrés et sections (sanction des études) en prenant en compte de la spécificité de l'enseignement qualifiant (équilibre périodes de stage/périodes de cours). - Analyse des schémas de passation des épreuves intégrées des différentes sections (harmonisation de ceux-ci au sein des différents OBG)
Action 3 : Coconstruction du projet d'établissement et pédagogique - Chez les élèves : renforcement du sentiment d'appartenance à un projet d'établissement pédagogique défini. - Chez les enseignants : harmonisation et clarification du cadre pédagogique	Action 3 : Coconstruction du projet d'établissement et pédagogique Déjà initiées et finalisées
Action 4 : Coconstruction du PAC Meilleure définition de la structure du 1 ^{er} degré et des actions et dispositifs permettant aux élèves d'atteindre les objectifs particuliers assignés à celui-ci.	Action 4 : Coconstruction du PAC Déjà initiées et finalisées

Délai de réalisation	
-Action 1 : année académiques 2016-2017/2017-2018 -Action 2 : Année académique 2017-2018 -Action 3 : année académique 2017-2018	
<u>Ressources sollicitées :</u>	<u>Ressources sollicitées</u>
<i>Assistance, accompagnement ou soutien de la FPO mises en œuvre pour cette action</i>	<i>Ressources mises à disposition par les services du Gouvernement</i>
Action 1 : / Action 2 : Conseillers pédagogiques du CPEONS/ Conseillère pédagogique du PO Action 3 : PO Action 4 : PO	Action 1 : / Action 2 : / Action 3 : / Action 4 : /
<u>Ressources octroyées :</u>	<u>Ressources octroyées :</u>
Action 1 : / Action 2 : Conseillers pédagogiques du CPEONS/ Conseillère pédagogique du PO Action 3 : PO Action 4 : PO	Action 1 : / Action 2 : / Action 3 : / Action 4 : /

2. Assistance, accompagnement ou soutien de la FPO

Sur la base des éléments repris ci-dessus au point 1, la Fédération de PO organise l'accompagnement de l'établissement dans la mise en œuvre de son « dispositif d'ajustement » selon les modalités déterminées dans la convention reprise en annexe 4 :

La mission consiste en un accompagnement professionnel de conseil, d'expertise, de remise d'avis et de formation par le Réseau CPEONS, qui investit son expertise, acquise dans l'exercice de missions comparables auprès d'autres Pouvoirs organisateurs communaux, provinciaux ou de la COCOF en Fédération Wallonie-Bruxelles. L'intervention se fera au niveau de la Direction et du personnel administratif et pédagogique du Département Enseignement de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode et de son établissement d'enseignement secondaire, le Lycée Guy CUDELL.

La mission vise l'accompagnement de la Direction et de l'équipe pédagogique de l'école secondaire dans la mobilisation de ses ressources, dans la recherche et la mise en application de ses solutions propres et le développement de son autonomie, y compris vis-à-vis du Réseau CPEONS.

Celui-ci ne se substituera jamais aux Responsables du Service et de l'école dans le choix des meilleurs comportements.

Lors des activités de conseil, le Réseau CPEONS va s'appuyer sur les ressources des responsables et les placer dans l'action.

L'intervention du Réseau CPEONS portera sur les missions du Service de l'Enseignement au niveau provincial.

Ainsi, seront effectuées les missions opérationnelles suivantes :

- Relecture de la lettre de Mission de la Direction du Lycée communal Guy CUDELL ;
- Élaboration d'un document de travail qui décrira les tâches à accomplir par le service administratif et la direction de l'école et leur répartition entre eux, qui analysera le processus de communication interne entre le service administratif et la direction de l'école, qui précisera les liens hiérarchiques entre le Pouvoir organisateur, le service administratif et l'école secondaire et la chaîne de communication entre les différentes composantes de la ligne hiérarchique, qui établira l'organigramme de l'institution scolaire et qui précisera les niveaux de responsabilité entre les différentes composantes.

La mission du Réseau CPEONS sera réalisée selon un calendrier à convenir et qui se terminera le 30 juin 2021 avec une évaluation annuelle.

Lors de réunions régulières, le Réseau CPEONS rendra compte, oralement et/ou par écrit, de sa mission aux représentants du Département Enseignement de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode et de son établissement d'enseignement secondaire, le Lycée Guy CUDELL.

3. Ressources proposées par l'Administration

Sur la base des éléments repris ci-dessus au point 1 et de l'analyse portant sur les critères suivants :

- ⊖ la demande fait partie d'une des aides proposées par l'administration (conseil « Administrations-Associations », conseil « Ecole-Famille », conseil « gestion du personnel », conseil « gestion administrative », équipes mobiles, Service de médiation scolaire, Service « Assistance école », participation aux programmes PARLER et « Soutien aux comportements positifs », participation aux modules « Ecole de Tous » ;
- ⊖ la demande est argumentée par l'établissement et est en lien direct avec un des objectifs spécifiques fixés.

L'Administration fixe les ressources qui seront allouées à l'établissement pour l'aider à mettre en place les actions à mener, selon les modalités suivantes :

L'établissement n'a pas fait de demande de ressources proposées par l'Administration.

4. Evaluation du dispositif

Le dispositif sera évalué conformément au calendrier repris en annexe 5.

Au terme de la première ou de la seconde évaluation annuelle, les Services du Gouvernement de la Communauté française, représentés par le DCO pourra :

- a) Soit mettre un terme à la présente convention si les objectifs sont atteints ;
- b) Soit proposer une modification du dispositif pour l'adapter à l'évolution de la situation de l'établissement et aux résultats des actions entreprises jusqu'alors ;
- c) Soit approuver la poursuite de la mise en œuvre du dispositif.

5. Confidentialité

Le « dispositif d'ajustement » est à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, de la direction, du Pouvoir Organisateur concerné, des organes de concertation locale et des Services du Gouvernement. Il ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'établissement scolaire, sauf à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné ou dans les cas fixés par le Gouvernement notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité.

- 6. Durée.** Ce protocole de collaboration a une durée de trois ans maximum à dater de sa signature.

7. Signatures

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 2017

Par ordonnance, Le Secrétaire	Le Collège des Bourgmestre et Echevins,	Le chef d'établissement, Monsieur André	L'Administrateur général de l'Administration
-------------------------------------	---	---	--

communal, Monsieur Patrick Neve	L'Echevin délégué, Monsieur Philippe Boikete	Pironet,	générale de l'Enseignement, Monsieur Jean-Pierre Hubin,

8. Annexes obligatoires :

Annexe 1 : proposition de dispositif d'ajustement, reprenant impérativement les objectifs fixés. Le dispositif d'ajustement a été envoyé le 15 novembre 2017 à l'Administration.

Annexe 2 : diagnostic + PV des rencontres ;

Annexe 3 : PV de la COPALOC du 30 novembre 2017

Annexe 4 : Convention d'accompagnement du CPEONS

Annexe 5 : Calendrier

	Année 2017-2018	Année 2018-2019	Année 2019-2020
Rencontre informelle pour faire le point sur la mise en œuvre du dispositif d'ajustement	Mai 2018	Mai 2019	Mai 2020
Evaluation annuelle du dispositif d'ajustement	Fin novembre /début décembre 2018	Fin novembre/début décembre 2019	Fin novembre/début décembre 2020